

Combattre la pauvreté

Rapport de la Banque mondiale sur le développement

Partage international n° [148](#) - Décembre 2000

Peu avant les attaques virulentes dirigées contre la mondialisation et pour l'effacement de la dette des pays en développement, lors de la réunion du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale (Prague, fin septembre 2000), cette dernière venait de publier son Rapport sur le développement mondial 2000-2001 : *Combattre la pauvreté*. Ce rapport, qui couvre la dernière décennie, se livre à une étude approfondie de la pauvreté. Il propose toute une série d'actions concrètes sinon pour en venir à bout, du moins pour la réduire de façon importante.

Un pas en avant

Mais les critiques, souvent virulentes, reprochent à ce rapport de n'être guère qu'une déclaration d'intentions de plus, parce qu'il n'est pas soutenu par une véritable volonté politique, et que les stratégies exposées s'appuient trop souvent sur des solutions d'économie de marché. C'est, néanmoins, un pas en avant que de voir enfin une institution économique mondiale prendre conscience de sa responsabilité dans la lutte contre la pauvreté, et envisager des solutions alternatives qui ne se fondent plus, comme c'était jusque là le cas avec les institutions de Bretton Woods, sur la théorie des retombées économiques. Le rapport reconnaît, en effet, que si la croissance économique est cruciale, elle ne suffit cependant pas à créer des conditions qui permettront d'améliorer concrètement la situation des pauvres et que, s'il est possible de réduire de façon très importante la pauvreté, on n'y parviendra que si l'on adopte une approche plus large, et centrée autour de trois axes majeurs : le développement des opportunités, l'insertion, et la sécurité. Il recommande donc que les gouvernements des pays en développement, les pays donateurs, les agences internationales, les ONG, la société civile et les communautés locales se mobilisent sur ces trois fronts :

- Opportunités : développer les opportunités économiques (travail, eau, crédit, écoles...) des

pauvres en stimulant la croissance, infléchir le fonctionnement des marchés dans un sens qui leur soit plus favorable et promouvoir leur démarginalisation, en particulier en renforçant leurs actifs, tels que la terre et l'éducation.

- Insertion : mettre les pauvres mieux en mesure d'influer sur les décisions qui affectent leur existence et éliminer la discrimination fondée sur le sexe, la race, l'appartenance ethnique et le statut social.

- Sécurité : réduire leur vulnérabilité à la maladie, aux chocs économiques, aux mauvaises récoltes, au chômage, aux catastrophes naturelles et à la violence, et les aider à traverser ces épreuves lorsqu'elles surviennent.

« Ce rapport a pour but de mieux faire comprendre la pauvreté et ses racines, écrit dans la préface James Wolfensohn, président de la Banque. *Tout en s'appuyant sur nos théories et stratégies antérieures, il élargit et approfondit sensiblement nos conceptions de ce qui doit être fait pour relever le défi de la lutte contre la pauvreté.* »

Fruit de deux ans de travail, ce rapport s'appuie sur un travail de recherche considérable, en particulier sur une enquête documentaire : *La Parole est aux pauvres*, dont les auteurs ont systématiquement sollicité le témoignage de plus de 60 000 hommes et femmes pauvres de 60 pays. De plus, les auteurs du rapport ont étendu leurs consultations à un large éventail de gouvernements, organisations non gouvernementales, associations, universités, entreprises, groupes de réflexion sur le développement de toutes les régions du monde. Une discussion sur internet à partir d'une première mouture du rapport a donné lieu à des centaines de réponses venant de 44 pays.

Le rapport part du principe que la pauvreté ne se définit pas uniquement par la faiblesse des revenus et de la consommation, mais également par le manque d'éducation, une nutrition et une santé défectueuses. Fondé sur le témoignage des pauvres eux-mêmes, et sur l'évolution de la réflexion sur la pauvreté, le rapport va plus loin et inclut dans la définition de la pauvreté le manque de pouvoir, l'incapacité à se faire entendre, la vulnérabilité et la crainte. « Ces différentes dimensions de la pauvreté se combinent pour engendrer des effets importants, explique l'économiste en chef et premier vice-

président de la Banque mondiale, Nicholas Stern. *Nous savons que sans la croissance économique, on ne saurait réduire durablement la pauvreté. Mais nous sommes également conscients du rôle fondamental des changements institutionnels et sociaux dans le renforcement des processus de développement et dans l'insertion des pauvres.* »

La pauvreté dans un monde d'abondance

A une époque où nombre de pays connaissent un état de prospérité sans précédent, 2,8 milliards de personnes – presque la moitié de la population mondiale – vit avec moins de 15 francs par jour.

Selon le rapport, 1,2 milliard vivent aux limites de la survie, avec moins de 8 francs par jour. Dans les pays à hauts revenus, moins d'un enfant sur 100 meurt avant cinq ans. Ce chiffre est multiplié par cinq dans les pays les plus pauvres. La malnutrition touche moins de 5 % des enfants de moins de cinq ans dans les pays prospères, 50 % dans les pays les plus pauvres. Ce dénuement perdure, quand bien même les conditions de vie se sont améliorées davantage durant le siècle écoulé que pendant tout le reste de l'histoire de l'humanité. La richesse mondiale, les liaisons internationales et les capacités technologiques n'avaient jamais connu un tel développement.

L'inégalité de la répartition

Pour autant, on ne peut qu'être frappé par l'inégalité de la répartition de ces bienfaits. Le revenu moyen des 20 pays les plus riches est 37 fois plus élevé que celui des 20 pays les plus pauvres (cet écart a doublé au cours des 40 dernières années). La situation des diverses régions du monde a évolué de façon fort différente. En Asie de l'Est, le nombre de gens qui subsistent avec moins de 8 francs par jour est tombé d'environ 420 millions à quelque 280 millions entre 1987 et 1998. En Amérique latine, en Asie du Sud et

en Afrique subsaharienne, en revanche, le nombre des personnes défavorisées a augmenté. Quant aux pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale en transition, ils ont vu se multiplier par plus de 20 le nombre des pauvres vivant avec moins de 8 francs par jour. Il existe également des inégalités entre groupes ethniques. Dans certains pays africains, la mortalité infantile a baissé dans les groupes qui jouissent d'une grande influence politique et, en Amérique latine, les taux de scolarisation des groupes autochtones atteignent souvent moins des trois quarts des taux moyens observés chez les non-autochtones. Enfin, les femmes restent plus désavantagées que les hommes. En Asie du Sud, le nombre d'années de scolarisation ne représente qu'environ la moitié de celui des hommes, et les taux de scolarisation féminins au niveau secondaire n'atteignent que les deux tiers des taux masculins.

Dans la plupart des cas, il ne suffira pas d'agir aux niveaux national et local pour faire reculer rapidement la pauvreté. Il existe de nombreux domaines où la communauté internationale, et particulièrement les pays industriels, doit intervenir pour que les pays pauvres et les habitants démunis du monde en développement connaissent un avenir meilleur. L'allègement de la dette et les mesures complémentaires visant à renforcer l'efficacité de l'aide au développement constituent un élément de la réponse. Lors de l'assemblée de Prague du FMI et de la Banque mondiale, James Wolfensohn a déclaré : « *La situation est plus sérieuse que jamais, parce que le montant de l'aide consentie par les pays occidentaux au tiers-monde a baissé au cours de la dernière décennie – et c'est un crime.* »

Sources : Banque mondiale ; El País, Espagne

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Divers](#) ()